

Le baromètre du greffe du Tribunal de commerce de Paris Octobre 2005

L'indicateur de référence de la vie économique des entreprises de la capitale

La tendance d'octobre : «Poursuite de la décélération de l'économie parisienne»

Tableau de bord : indicateurs clés de l'économie parisienne pour octobre 2005

Indicateur de variation oct. 2005 / oct. 2004	En hausse	En baisse
Stock d'entreprises parisiennes : 308 662 entreprises, soit 11 551 de plus qu'en octobre 2004	+3,89%	
Les immatriculations d'entreprises ¹		-10,24%
<i>dont immatriculations de SARL à libre capital social</i>	+23,89%	
Les prêts bancaires accordés aux entrepreneurs	+18,97%	
L'endettement fiscal des entreprises		-2,59%
L'endettement social des entreprises		-14,69%
Les ouvertures de redressements et liquidations judiciaires	+0,92%	

L'économie parisienne poursuit sa décélération. « En octobre, l'économie de la Capitale marque des signes de détérioration. La création d'entreprises fléchit de 10,24% par rapport à octobre 2004, avec un recul sensible des sociétés par actions et des sociétés civiles. Les immatriculations de sociétés unipersonnelles, peu créatrices d'emplois, représente 21,49% des sociétés à responsabilité limitée, en progression de 5 points par rapport à octobre 2004. Cette tendance à la décélération est confirmée par la baisse de 1,94% des immatriculations d'entreprises pour l'année 2005, en comparaison avec la même période en 2004. Les jugements d'ouverture de redressements et de liquidations judiciaires, pour leur part, augmentent de 0,92% par rapport à octobre 2004. Bémol supplémentaire, les entreprises défailtantes ont déclaré un endettement en hausse de +42,87% au regard de l'an passé, et davantage de salariés ont été touchés, soit +27,78%, en raison de l'ouverture d'un redressement ou d'une liquidation judiciaires à l'encontre de 9 entreprises importantes en octobre 2005. Le maintien de l'indice de confiance des banques vis à vis des nouveaux entrepreneurs vient cependant équilibrer ce bilan : les prêts qui leur sont accordés ont augmenté de 18,97% le mois dernier, par rapport à octobre 2004 ».

INDICATEUR QUALITE du SERVICE GREFFE pour octobre 2005
Délai d'immatriculation des entreprises au Registre du commerce : 0,9 jour franc

Le greffe maintient le cap de la qualité au service des entreprises et du Tribunal de commerce. Certifié ISO 9001 (Version 2000) depuis juillet 2004, le greffe s'engage à améliorer la satisfaction de ses clients en termes d'accueil et de délais. En octobre 2005, les nouvelles entreprises se sont immatriculées au Registre du commerce dans un délai de 0,9 jour.

IMMATRICULATIONS D'ENTREPRISES : LA TENDANCE D'OCTOBRE

**Baisse des immatriculations : -10,24% par rapport à octobre 2004
Pour les 10 premiers mois de l'année, diminution de 1,94%
par rapport à la même période en 2004**

En octobre, la création d'entreprises enregistre une nouvelle baisse, 2 350 nouvelles entreprises se sont immatriculées au Registre du commerce en octobre 2005, contre 2 618 en octobre 2004, soit une diminution de 10,24%.

A l'exception des sociétés en nom collectif, toutes les formes juridiques sont impactées par la diminution des immatriculations.

En baisse (par rapport à octobre 2004) :

- Les créations de sociétés civiles : -19,45%, soit 352 entités
- Les immatriculations de sociétés par actions (SA/SAS) : 143 nouvelles entreprises, soit -18,29%
- Les commerçants : -13,72%, soit 195 personnes
- Les créations de SARL : -6,21%, soit 1 298 entités, malgré l'augmentation des immatriculations de SARL avec un capital inférieur à 7 500 € soit +23,89% par rapport à octobre 2004

En hausse (par rapport à octobre 2004) :

- Les créations de sociétés en nom collectif : +5,56%, soit 76 immatriculations en octobre 2005.

Pour les 10 premiers mois de l'année 2005, la tendance est à la baisse des créations d'entreprises, soit -1,94% par rapport à la même période en 2004. Les autres tendances relevées ces derniers mois sont conformes à celles observées en octobre 2005. Les immatriculations de structures unipersonnelles progressent et les SARL semblent se doter d'un capital plus faible à la création.



PROFIL DES NOUVEAUX ENTREPRENEURS PARISIENS LA TENDANCE D'OCTOBRE 2005

**Hommes/femmes confondus, l'âge moyen des créateurs
s'établit à 42,3 ans, soit 3 mois de moins qu'en octobre 2004**

La tendance au rajeunissement de la pyramide des âges, observée en septembre 2005, se confirme en octobre.

Les femmes créatrices d'entreprises sont légèrement plus nombreuses, soit +0,6 points par rapport à octobre 2004. Elles représentent 24,5% des nouveaux entrepreneurs, alors que la proportion des hommes créateurs s'élève à 75,5%.

Les créateurs d'entreprises seniors de plus de 58 ans diminuent de 2,2 points en comparaison avec octobre 2004. Ce sont les hommes qui sont les plus touchés, soit 13,23%, en baisse de 3 points par rapport à octobre 2004.

Le nombre de jeunes créateurs de moins de 35 ans, hommes et femmes confondus, augmente, en revanche, de 4 points au regard d'octobre 2004.

Les autres tendances que l'on dégage de la pyramide des âges sont les suivantes :

Rajeunissement des hommes créateurs d'entreprise : leur âge moyen s'établit à 42,5 ans, soit 6 mois de moins qu'en octobre 2004

- Le nombre de jeunes hommes âgés de moins de 35 ans s'élève à 31,5% en octobre 2005, soit une progression de 4,5 points au regard d'octobre 2004.

Davantage de jeunes femmes créatrices d'entreprises :

- Globalement, l'âge moyen des femmes entrepreneurs est un peu plus élevé en octobre 2005, soit 41,6 ans, en augmentation de 6 mois par rapport à octobre 2004
- Cependant, le nombre de femmes âgées de 26 à 35 ans progresse en octobre 2005, soit +2,1 points, alors que la tranche « 36 à 45 ans » enregistre une diminution de l'ordre de 2 points également.

Pyramide des âges des créateurs d'entreprises :

	2005			2004		
	% global	% femmes	% hommes	% global	% femmes	% hommes
Moins de 25 ans	6,06%	5,82%	6,13%	4,07%	6,07%	3,44%
Entre 26 et 35 ans	26,11%	28,48%	25,34%	24,01%	26,38%	23,26%
Entre 36 et 45 ans	30,08%	29,73%	30,19%	29,57%	31,88%	28,84%
Entre 46 et 58 ans	27,68%	26,40%	28,10%	30,06%	26,38%	31,22%
Supérieur à 58 ans	10,08%	9,56%	10,24%	12,30%	9,30%	13,23%



**RADIATIONS D'ENTREPRISES DU REGISTRE DU COMMERCE :
LA TENDANCE D'OCTOBRE 2005**

Hausse des radiations volontaires : +1,11%

En octobre, le greffe a enregistré 730 radiations volontaires du Registre du commerce, contre 722 en septembre 2004, soit une augmentation de 1,11%.

Pour les 10 premiers mois de 2005, les radiations d'entreprises à l'initiative du dirigeant ont concerné 8 567 entités, soit une augmentation de 3,30%.



**INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES OU CREDITS BANCAIRES :
LA TENDANCE D'OCTOBRE 2005**

**Hausse des financements accordés aux entrepreneurs +18,97%
par rapport à octobre 2004**

Ces trois derniers mois, les inscriptions de fonds de commerce et outillage prises auprès du greffe ont enregistré une augmentation au regard de 2004.

En octobre, l'indice de confiance des banques vis à vis des entrepreneurs ne s'est pas démenti, ainsi qu'en témoignent les 704 inscriptions enregistrées relatives à des emprunts accordés par les banques pour acquérir un fonds de commerce, louer, acquérir ou installer un local commercial ou encore du matériel pour exploiter leur activité.

Pour les 10 premiers mois de l'année 2005, 6 466 prêts ont été accordés, en hausse de 7,66% par rapport à 2004.



ENDETTEMENT FISCAL ET SOCIAL ¹ : LA TENDANCE DE L'ANNEE 2005

**Baisse de 14,62% des inscriptions de privilèges de la Sécurité Sociale
et de 2,59% des inscriptions de privilèges du Trésor public
pour les 10 premiers mois de 2005 par rapport à 2004**

En 2005, l'Urssaf ou les caisses de retraite ont inscrit **16 441 inscriptions de privilèges concernant des cotisations sociales impayées** auprès du greffe, soit une diminution de 14,62% par rapport à la même période de 2004. En revanche, le montant cumulé des sommes conservées par le greffe relatives à ces inscriptions enregistre une augmentation de 82,94%.

En 2005 également, le Trésor public a inscrit **16 725 privilèges auprès du greffe**, soit une baisse de 2,59% de l'endettement fiscal des entreprises. Le montant des sommes augmente de 8,78% par rapport aux 10 premiers mois de 2004.

En octobre, l'indicateur « inscriptions du Trésor public » enregistre une hausse de 7,47% par rapport à octobre 2004. En revanche, l'indicateur « inscriptions de l'Urssaf » diminue de 20,60% en octobre 2005, par rapport à octobre 2004.



LES JUGEMENTS D'OUVERTURE DE REDRESSEMENT ET DE LIQUIDATION JUDICIAIRES POUR OCTOBRE 2005

**Hausse des jugements d'ouverture, soit +0,92%,
Hausse de 42,87% du passif cumulé et de 27,78% des effectifs salariés concernés
en comparaison avec octobre 2004
Pour les 10 premiers mois de 2005, les défaillances d'entreprises augmentent de 1,57%
par rapport à la même période en 2004**

Le Tribunal de commerce de Paris a rendu 440 décisions de redressement ou de liquidation judiciaires ont été rendues par le Tribunal de commerce de Paris, contre 436 en octobre 2004, soit une hausse de 0,92%. Au titre de 2005, les défaillances d'entreprises enregistrent une hausse de 1,57% par rapport à la même période en 2004.

❖ Hausse du passif cumulé déclaré au greffe : +42,87% pour octobre 2005 ² ...

En octobre 2005, l'on constate une forte hausse passif déclaré par les entreprises, soit 85 450 072 €, à comparer avec 59 810 729 € en octobre 2004. Le passif moyen par entreprise s'élève à 194 205 € en octobre 2005, ce qui représente une augmentation de 41,57% par rapport à octobre 2004.

Pour les 10 premiers mois de 2005, le passif cumulé par l'ensemble des entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire s'élève à 816 326 000 €, soit une baisse de 25,43% par rapport à la même période de 2004.

❖ Et des effectifs salariés directement concernés par les procédures collectives : +27,78%

¹ Les inscriptions de privilèges de l'Urssaf et du Trésor public reflètent l'endettement social et fiscal des entreprises déclaré au greffe. En effet, les sommes d'un montant supérieur à 12 000 euros dues par les commerçants et les personnes morales de droit privé à l'Urssaf et au Trésor public font l'objet d'une inscription de privilège auprès du greffe du Tribunal de commerce dans un délai de trois mois suivant leur date limite de paiement. Elles augmentent en volume aux périodes d'échéance de paiement des cotisations.

² Ces chiffres ne concernent que les déclarations de cessation des paiements.

Les défaillances d'entreprises ont touché 667 emplois en octobre 2005, contre 522 en octobre 2004. Elles ont surtout impacté les branches d'activité suivantes :

- Services aux entreprises : 39,67%.
- Commerce (gros et détail) : 15,38% des effectifs

Et dans une moindre mesure :

- Construction : 12,52% des effectifs
- Transports : 11,61%
- Industrie hors agro-alimentaire : 10,11%

Par rapport aux deux mois précédents, l'on constate que les salariés du secteur des services aux entreprises ont été davantage touchés en octobre 2005, alors que les défaillances ont, en revanche, moins touché les personnes travaillant dans l'industrie manufacturière.

Depuis le début de l'année 2005, 7 820 salariés ont été concernés par les redressements et liquidations judiciaires, soit 38,76% de moins que pour la même période en 2004.

❖ Les résultats en données corrigées

En excluant les entreprises recensées dans le processus appelé « Régime Général »⁴, on obtient les résultats en données corrigées³.

En octobre 2005, les juges ont prononcé 9 jugements d'ouverture de redressement ou de liquidation judiciaires à l'encontre d'entreprises disposant d'un chiffre d'affaires supérieur au seuil des 3 millions d'euros fixé par la Loi.

Ces neuf entreprises ont cumulé un passif de 10 624 943 €, soit un montant presque comparable aux 13 084 431 € déclarés en octobre 2004. Elles employaient 60 personnes, soit quasiment le même nombre qu'en octobre 2004, qui enregistrait 61 salariés.

Trois entreprises ont fortement impacté les indicateurs « procédures collectives » en octobre 2005. L'une d'entre elles exerçait une activité de prestations de services aux entreprises, communication et édition, et les deux autres faisaient du commerce, import/export et distribution de parfums et cosmétiques, et commercialisation de biens et services dans le domaines des télécommunications. 33 salariés étaient employés par ces entreprises, qui ont cumulé un passif de 6 900 000€.

Les autres entreprises exerçaient dans les domaines suivants :

- Services aux entreprises : publicité, et services informatiques,
- Commerce : achat et vente de tissus, commercialisation de matériels électriques et électroniques, commerce de produits agricoles

En données corrigées⁵, pour octobre 2005, le passif cumulé par l'ensemble des entreprises défaillantes s'élève à 74 825 129 €, soit une hausse de 60,13% par rapport à octobre 2004. Toujours en comparaison avec octobre 2004, les emplois concernés enregistrent une diminution de 22,95%.

En conclusion, les jugements d'ouverture de redressement et de liquidation judiciaires enregistrent une légère augmentation en octobre 2005 (en comparaison avec octobre 2004) mais avec une nette augmentation du passif cumulé et des salariés concernés. Fait à signaler en octobre 2005 : le Tribunal de commerce a été saisi de 668 assignations en procédures collectives à l'initiative d'un créancier, soit deux fois plus qu'en octobre 2004, sur lesquelles il mène actuellement une enquête. S'il estime ces demandes fondées, le Tribunal sera amené à prononcer un jugement d'ouverture à l'égard des entreprises concernées en novembre/décembre 2005.

³ Les données corrigées s'obtiennent en soustrayant les passifs déclarés et les effectifs salariés des entreprises qui entrent dans le cadre du régime « général » des procédures collectives. Ce régime concerne les entreprises qui disposent d'un chiffre d'affaires supérieur à 3 048 980 € et/ou employant au moins 50 salariés. Un régime dit « simplifié » est appliqué aux entreprises qui se situent en dessous de ces seuils.



PREVENTION DES DIFFICULTES DES ENTREPRISES : LA TENDANCE D'OCTOBRE 2005

**Diminution des détections des entreprises potentiellement en difficulté :
-13,31%**
**Et équilibre du nombre d'entretiens accordés par les juges de la Prévention
pour octobre 2005 par rapport à octobre 2004**

En octobre 2005, le greffe a détecté 254 entreprises présentant les premiers signes de défaillance, soit une baisse de 13,31% par rapport à octobre 2004. 1 868 nouveaux dossiers ont été ouverts ces 10 derniers mois, ce qui représente une diminution de 10,45% par rapport à la même période en 2004.

Le Tribunal complète ce dispositif de détection par des entretiens personnalisés accordés aux dirigeants en difficulté, afin de faire le point sur la situation et sur les mesures à prendre pour sauvegarder l'entreprise et ses emplois. Selon les cas, les entrepreneurs sont orientés vers des professionnels, experts-comptables, administrateurs judiciaires, avocats qui les appuient dans leurs démarches.

248 rencontres ont eu lieu en octobre 2005, soit le même nombre qu'en octobre 2004. Depuis le 1^{er} janvier 2005, les juges ont reçu 2 044 entrepreneurs lors des rendez-vous « Prévention », ce qui représente une diminution de 6,28% en comparaison de la même période en 2004.

❖ **Bilan de la Prévention des difficultés des entreprises à fin septembre 2005 : hausse des emplois salariés touchés, soit +39,12%, dont 5 500 dans le secteur du commerce**

A fin octobre 2005, les effectifs salariés des entreprises concernées par la Prévention s'élevaient à 12 078 personnes, en augmentation de 60% par rapport à octobre 2004. Les juges du Tribunal de commerce de Paris examinent actuellement ces dossiers.

Trois secteurs sont plus particulièrement concernés :

- Commerce : 40,34% des effectifs totaux, soit 4 872 salariés. Cinq fois plus qu'en octobre 2004 ;
- Services aux entreprises : 30,76%, soit 3 715 salariés. En augmentation de 6,72% ;
- Services aux particuliers : 9,36%, soit 1 130 salariés. Deux fois plus qu'en octobre 2004 également.

Mois après mois, le profil des entreprises détectées reste assez similaire :

- 68,9% sont des SARL et 16,3% des sociétés anonymes.
- 25,5% des sociétés disposent un chiffre d'affaires inférieur à 750 000 €
- 31,5% de ces entreprises emploient entre 1 et 9 salariés

En octobre, le résultat du traitement de ces entreprises en difficulté donne lieu aux constatations suivantes :

- 80,5% des entreprises poursuivent à ce jour leur activité
- le Tribunal a ordonné une mise à l'enquête pour 9,5% d'entre elles
- 8,4% font l'objet d'un jugement d'ouverture de procédures collectives
- 1,6% bénéficient d'un règlement amiable

Les entreprises qui poursuivent leur activité enregistrent une progression de 14,4 points, alors que les défaillances constatées à la suite d'une détection de difficultés potentielles ont enregistré une diminution de 8,5 points.

En conclusion, depuis le 1^{er} janvier 2005, les détections d'entreprises potentiellement en difficulté sont moins nombreuses, soit -10,45%, ainsi que les entretiens avec les juges, qui enregistrent une baisse de 6,28%.